



PUBLIC / PRIVE :

TOUS-TES EN GREVE LE MARDI LE 19 MARS

TOUS-TES ENSEMBLE, AGISSONS POUR PLUS DE JUSTICE FISCALE ET SOCIALE

La situation sociale est marquée par l'expression d'une colère grandissante, par l'aspiration à une véritable justice fiscale et sociale, par la dénonciation des reculs sur les libertés publiques et individuelles. Toutes les mobilisations initiées par les organisations syndicales depuis que Macron est au pouvoir expriment ces exigences. Le mouvement des Gilets Jaunes est une autre forme de colère qui témoigne de cette forte crise sociale.

Pour une réelle augmentation du SMIC, des salaires, des pensions et minima sociaux permettant de vivre et non plus seulement survivre !

Pour un véritable droit à l'Education, sans sélection sociale et financière, garantissant à tous les jeunes le droit d'étudier.

Pour le renforcement de la protection sociale et du système de retraite par répartition, solidaire et intergénérationnel.

Pour une politique volontariste d'emplois de qualité, contraignante pour les employeurs, levier indispensable pour résorber toutes les formes de précarité.

Pour une politique fiscale juste, mettant fin aux avantages accordés aux grandes entreprises et aux classes privilégiées.

Pour le recrutement de fonctionnaires au statut permettant l'amélioration des Services Publics existants et la création des services de proximité nécessaires aux besoins de la population.

Pour l'égalité Femme-Homme, au travail comme dans tous les secteurs de la société.

Pour une politique environnementale à la hauteur de l'enjeu climatique, génératrice d'emplois utiles et de qualité.

La CGT, FO, FSU, et UNEF, appellent les salarié(e)s, retraité(e), privé(e)s d'emploi et la jeunesse à l'élargissement de la mobilisation par la grève en portant leurs revendications dans leurs entreprises et services afin de créer le rapport de force nécessaire et imposer une politique sociale au bénéfice de tous-tes !

Journée d'action unitaire, nationale et interprofessionnelles de grève et de manifestation du mardi 19 mars 2019

**Rassemblement unitaire à 13h30
suivi d'un défilé dans les rues du Mans
Bd Paixhans (devant la cité administrative)**

Un parcours rythmé par l'interpellation des lieux de décisions économiques, politiques et sociales

Attaques contre la Fonction Publique

Exigeons le rattrapage et l'augmentation significative de la valeur du point d'indice (gelé depuis 2010), l'annulation de la hausse de la CSG et du jour de carence. Revendiquons le maintien et le renforcement des instances de la Fonction Publique. Opposons-nous au recrutement de contractuel-les et aux mesures d'individualisation de la rémunération, deux axes centraux du projet de réforme gouvernementale. Ajoutons à cela la mobilité forcée, la mise en place de ruptures conventionnelles pour accompagner les suppressions massives d'emplois et favoriser l'externalisation au privé des missions publiques, les agents ont toutes les raisons de se mobiliser face à un projet gouvernemental de remise en cause de la Fonction Publique d'une ampleur sans précédent.



Départ de la Manifestation devant le pôle administratif Paixhans...

Une politique générale antisociale

Depuis son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron n'a de cesse de mener une politique qui vise à détruire les acquis sociaux, tout en confortant les privilèges d'une minorité. Ses annonces de décembre ne répondent pas aux attentes et le "grand débat national" ne peut se substituer ni contourner et encore moins être opposé aux revendications sociales et syndicales portées par les salarié-es et leurs organisations : augmentation des salaires, des pensions et minimas sociaux, égalité Femme-Homme, renforcement de la protection sociale et du système de retraite par répartition, lutte contre la précarité, droit à l'Education, enjeux climatiques.



Puis passage place de la Préfecture, symbole de l'Etat ...

Injustice Fiscale et Saccage de l'Emploi

Le patronat et les grands groupes portent une grande responsabilité dans la crise sociale que traverse le pays. La France est championne du monde des dividendes versés aux actionnaires (57,4 milliards € pour les entreprises du CAC 40 en 2018). Il faut revenir sur tous les cadeaux fiscaux et mesures d'exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises, exiger le rétablissement de l'ISF, lutter contre l'évasion fiscale, réformer la fiscalité pour mettre à contribution les plus riches, voilà quelques exemples de propositions modernes de natures à lutter contre les inégalités et favorisant le vivre ensemble dans une société plus juste et solidaire.



... puis place de la République, lieu des banques et la Chambre de Commerce et d'Industrie

Non à la répression syndicale et sociale !

Depuis de nombreuses années, les organisations syndicales dénoncent les mesures de répressions et discriminations à l'encontre des syndicalistes et de toutes celles et ceux qui luttent. Les nombreuses mutilations, arrestations et condamnations de manifestant-es témoignent de la fébrilité d'un pouvoir qui n'a plus pour imposer ses choix que le recours à la violence d'Etat. L'intersyndicale exige l'interdiction de toutes les armes qui sont à l'origine de ces traumatismes irréversibles. La nouvelle loi dite « anti casseurs » constitue une atteinte aux libertés et droits fondamentaux, elle vise à limiter toute contestation. Elle permet d'interdire de manifester sur simple décision des Préfets, mettant à mal la séparation des pouvoirs judiciaires et politiques



Le parcours se clôturera devant le Palais de Justice, place des Jacobins